



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 28 – 9 septembre 2022

Sommaire

Faits marquants

- La nouvelle Première Ministre, Liz Truss, nomme son Gouvernement
- La Première Ministre dévoile son plan pour faire face à la crise énergétique

Climat & Energie

- Une enquête menée par le *Green Finance Institute* révèle une demande forte pour des prêts verts non-traditionnels au R-U
- *Centrica*, premier fournisseur d'énergie britannique, rencontre des difficultés de financement en raison de la hausse des prix de l'énergie

Environnement

- L'Agence pour l'Environnement doit protéger davantage les habitats humides rares selon un jugement rendu par la *High Court*

Industrie

- La hausse des prix de l'énergie constitue une menace pour l'activité de 60 % des entreprises selon un sondage mené par *Make UK*
- L'activité dans le secteur de la construction recule pour le deuxième mois consécutif

Transports

- Le prix de certains tickets de bus en Angleterre sera limité à 2 £ entre janvier et mars 2023
- Les services ferroviaires vers le nord de l'Angleterre et l'Ecosse sont réduits en raison de la pénurie de personnels

Faits marquants

La nouvelle Première Ministre, Liz Truss, nomme son Gouvernement

Jacob Rees-Mogg, ancien leader de la Chambre des Communes et secrétaire d'Etat en charge des opportunités du Brexit et de l'efficacité du gouvernement, est nommé ministre des entreprises, de l'énergie et de la stratégie industrielle (BEIS). Il aura notamment la charge de gérer les conséquences de la crise énergétique et de mettre à jour la stratégie de décarbonation (*Net Zero Strategy*), de façon à soutenir la croissance et les entreprises. Il aura à ses côtés **Graham Stuart**, nommé ministre délégué en charge du climat, membre du Cabinet. Député depuis 2005 sans expérience ministérielle notable, ce dernier est connu pour ses positions favorables à une plus forte protection de l'environnement. Par ailleurs, **Alok Sharma** a été reconduit au poste de Président de la COP 26. Le jeune député et ancien secrétaire d'Etat au Commerce international **Ranil Jayawardena**, est promu ministre de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales (DEFRA). L'ancienne ministre du commerce international, **Anne-Marie Trevelyan**, est nommée ministre des transports. Ces nominations font craindre à de nombreuses ONG un recul de la prise en compte des préoccupations environnementales et de la lutte contre le réchauffement climatique dans l'action gouvernementale.

La Première Ministre dévoile son plan pour faire face à la crise énergétique

Promis sur le perron de Downing Street le 6 septembre et annoncé le 8 septembre, le plan prévoit notamment de plafonner la facture d'énergie moyenne des ménages britanniques à 2.500 £ par an pour les deux prochaines années. Concrètement, une « garantie sur les prix de l'énergie », incluant une exonération temporaire des *green levies* (taxes environnementales), se substituera au *price cap* qui devait augmenter de 80 % à compter du 1^{er} octobre pour dépasser 3.500 £. Ces mesures s'ajoutent à la remise de 400 £ sur les factures, annoncée en mai 2022. Les entreprises, associations et organismes publics bénéficieront également de cette garantie pendant 6 mois, avant qu'un mécanisme plus ciblé, dont les contours seront précisés d'ici décembre, ne prenne le relais. Ont été également annoncés la création d'un fonds de 40 Md£ pour soutenir la liquidité des marchés de gros de l'énergie ainsi que la mise en place d'une task force pour sécuriser et accroître les approvisionnements du pays. Par ailleurs, Liz Truss a jeté les bases de sa future politique énergétique en annonçant une réforme du fonctionnement des marchés de l'énergie et une revue de la stratégie de neutralité climatique de façon à la mettre au service de la croissance et du développement des entreprises. Côté offre, outre la relance de la production d'hydrocarbure en Mer du Nord avec l'octroi de 100 nouvelles licences, elle mise sur l'industrie gazière, avec une levée prochaine du moratoire sur la production de gaz de schiste, le nucléaire et les énergies renouvelables, pour que le Royaume-Uni devienne exportateur net d'énergie d'ici 2040.

Le chiffre de la semaine

- 35,4 %

Au R-U, les immatriculations de voitures [neuves](#) entre janvier et août 2022 ont été inférieures de 35,4 % au niveau observé en 2019 sur la même période, selon les dernières données de la *Society of Motor Traders and Manufacturers (SMMT)*. Seules deux catégories de véhicules enregistrent une hausse des ventes : les voitures sur batterie électrique (+ 48,8 %) et les hybrides électriques (+ 18,9 %). Les immatriculations ont augmenté d'1,2 % au mois d'août, mois où les achats de voitures neuves sont généralement faibles. Pour la *SMMT*, les chiffres du mois de septembre permettront de voir si le secteur a entamé sa reprise malgré l'impact de la hausse des prix, notamment de l'énergie.

Climat & Energie

Flash – Dans un [courrier](#) adressé le 6 mai à la Première Ministre Liz Truss, le *Climate Change Committee* et la *National Infrastructure Commission* ont appelé à une action plus résolue pour le développement de l'efficacité énergétique, les modes de chauffage décarbonés et les énergies renouvelables.

Flash – Pour la première fois depuis 16 ans, l'ensemble du Pays de Galles a officiellement été placé en état de [sécheresse](#). Le Pays de Galles n'a bénéficié que de 56,7 % des précipitations normalement observées entre mars et août, selon *Natural Resources Wales (NRW)*.

Une enquête menée par le *Green Finance Institute* révèle une demande forte pour des prêts verts non-traditionnels au R-U

Le sondage, effectué depuis la création de l'Institut en 2019, matérialise l'évolution des inquiétudes des britanniques, notamment du fait de la hausse des prix de l'énergie. Si, en 2021, 83 % des personnes interrogées considéraient comme « important » l'efficacité énergétique, le pourcentage a atteint 88 % cette année. Le rapport révèle également l'intérêt grandissant pour le *Property Linked Finance (PLF)*, un instrument financier qui peut aider les propriétaires à financer jusqu'à 100 % des coûts initiaux pour l'amélioration de l'efficacité énergétique d'un bâtiment, mais qui n'est pas encore disponible au Royaume-Uni. 63 % des personnes interrogées étaient ainsi enthousiastes ou neutres à l'idée d'utiliser cet instrument financier, et 52 % l'utiliseraient en cas de pressions socio-économiques.

Centrica, premier fournisseur d'énergie britannique, rencontre des difficultés de financement en raison de la hausse des prix de l'énergie

[Centrica](#), propriétaire de *Brish Gas*, serait en pourparlers avec plusieurs banques pour obtenir des financements supplémentaires afin de faire face aux hausses des demandes de garantie (*collateral*) lors d'achats d'énergie. Le montant de ces garanties n'a cessé d'augmenter en raison de la hausse des prix sur les marchés de gros de l'énergie en Europe. En 2019, *Centrica* avait obtenu une facilité de crédit renouvelable de 4,2 Md£ qui devait durer jusqu'en 2024, mais cette somme serait désormais insuffisante. L'ensemble des fournisseurs d'énergie britannique ferait face à des problèmes similaires: le 4 septembre, l'association professionnelle *Energy UK* a d'ailleurs appelé le gouvernement à apporter une aide supplémentaire aux fournisseurs d'énergie, exprimant ses craintes au sujet de la liquidité des marchés de l'énergie. La Première ministre a annoncé le 8 septembre la création d'un fonds de 40 Md£ pour faire face à cette situation (cf. fait marquant *supra*).

Environnement

Flash – Les polémiques concernant le rejet des eaux usées non traitées dans la mer continuent à la suite d'épisodes pluviaux ayant conduit plus de [100 plages britanniques](#) à faire l'objet de tels déversements de la part de compagnies des eaux. Le gouvernement a indiqué que ces rejets seraient réduits d'un quart d'ici à 2025 ; dans sa réponse, le 26 août, à une [consultation](#) lancée au printemps, il avait proposé de supprimer les impacts écologique de ces rejets d'ici 2050.

Flash – Plusieurs actions militantes en faveur de la lutte contre le changement climatique et de la protection de l'environnement ont bénéficié d'une forte exposition médiatique, parmi lesquelles celle menée par les [militants d'Extinction Rebellion](#), qui se sont collés à la chaise du Speaker de la chambre des communes, et celle de [Greenpeace](#) qui a largué dans la Manche des blocs de pierre afin d'empêcher la pêche industrielle dans des zones protégées.

L'Agence pour l'Environnement doit protéger davantage les habitats humides rares selon un jugement rendu par la *High Court*

La *High court* a ordonné à l'Agence pour l'Environnement de réduire les prélèvements d'eau et de protéger les habitats humides rares en Angleterre. L'agence devra également prendre des mesures pour réparer les dommages causés par les prélèvements d'eau dans ces zones qui abritent des espèces rares et/ou menacées. Le tribunal s'est appuyé sur une disposition peu connue du droit britannique: les règles des directives européennes - ici la directive sur les habitats - restent opposables aux pouvoirs publics si ces règles ont été reconnues par un tribunal britannique comme étant opposables avant le Brexit. Par ailleurs, la *High Court* a conclu que l'insuffisance des financements accordés à l'Agence pour l'Environnement - qui a fait l'objet de nombreuses critiques ces dernières semaines - n'était pas une raison valable pour ne pas remplir ses obligations légales. L'affaire a été portée devant la justice britannique par un couple d'agriculteurs qui mène des actions de ce type depuis une dizaine d'années.

Industrie

Flash – Entre janvier et août 2022, les immatriculations d'[utilitaires légers](#) au R-U ont diminué de 24,2 % par rapport à la même période en 2021. Selon la *SMMT*, cette baisse s'explique notamment par les difficultés d'approvisionnement mondiales.

Flash – Deux des principales sociétés britanniques de [construction](#) vont fusionner après que le groupe *Vistry* a accepté de racheter son rival *Countryside* pour 1,3 Md£. Après cette fusion, *Vistry*, passera de septième à quatrième plus gros constructeur de logements au R-U.

La hausse des prix de l'énergie constitue une menace pour l'activité de 60 % des entreprises selon un sondage mené par *Make UK*

Dans un sondage effectué avant les annonces du gouvernement, 42 % des entreprises interrogées estimaient que leurs [factures](#) d'électricité avaient doublé sur les 12 derniers mois et 32 %, que les factures de gaz avaient plus que doublé. Le secteur manufacturier s'attend à des hausses similaires dans les 12 mois à venir. Les mesures prises par les producteurs pour limiter l'impact de ces hausses (réduction ou arrêt temporaires de la production, renégociation tarifaire avec leur fournisseur d'énergie) ou pour y faire face (12 % des entreprises interrogées auraient procédé à des suppressions d'emplois du fait de ces hausses de coûts) se révèlent insuffisantes. *Make UK* souligne par ailleurs que ces difficultés ne se limitent plus aux industries énergivores et a proposé plusieurs mesures destinées aux entreprises : suppression du *Carbon Price Support* (taxation du carbone), introduction d'un *price cap* pour les entreprises, et, à plus long terme, proposition d'une réforme du marché de gros visant à découpler les prix de l'électricité de ceux du gaz.

L'activité dans le secteur de la construction recule pour le deuxième mois consécutif

L'indice PMI (*Purchasing Market Index*) pour le secteur de la [construction](#) était de 49,2 en août et 48,9 en juillet (un chiffre inférieur à 50 indique un recul de l'activité). On observe une baisse marquée pour les travaux publics tandis que la construction de logements a augmenté, quoique légèrement, pour la première fois en trois mois. Les nouvelles commandes enregistrent leur plus faible hausse depuis juin 2020. Les efforts pour répondre aux commandes en retard et le recrutement de personnels sur des postes précédemment vacants a permis des créations d'emplois au mois d'août. Le taux de création d'emplois atteint parallèlement son plus bas niveau depuis mars 2021. Confirmant un ralentissement de leur activité, les entreprises ont réduit leurs achats d'intrants pour la première fois depuis mars 2020, permettant d'atténuer les difficultés d'approvisionnement et les pressions inflationnistes.

🌐 Transports

Flash – A la suite du décès de la reine Elisabeth II, [plusieurs syndicats](#) ont indiqué renoncer aux mouvements de grève prévus en septembre, notamment dans le secteur ferroviaire.

Flash – A partir d'octobre, l'entreprise *IFS Cloud* sera le nouveau [sponsor](#) du téléphérique entre Greenwich et Londres. Depuis la fin du sponsoring précédent par *Emirates Air Line* en juin, *Transport for London (TfL)* assumait les coûts opérationnels de ce téléphérique ouvert en 2012. Par ailleurs les travaux du tunnel routier de [Silvertown](#), entre Greenwich et Londres, ont débuté. Le tunnel devrait ouvrir en 2025.

Flash – A partir du 1^{er} janvier 2023, avec l'entrée en vigueur du marquage [UKCA](#) (*UK Conformity Assessment*), la Grande-Bretagne ne reconnaîtra plus le marquage CE pour les composants [ferroviaires](#) (*rail interoperability constituents*) et les sous-systèmes. Parallèlement, le R-U introduira une législation visant à ne plus reconnaître les certificats européens octroyés aux entités chargées de la maintenance (ECM) des wagons de fret britanniques.

Flash – La crise du coût de la vie au R-U crée un « risque pour la [sécurité routière](#) » a alerté le directeur d'*Halfords*, premier détaillant britannique de pièces automobiles et pour vélos. Selon lui, les automobilistes sont contraints d'acheter des voitures plus anciennes, davantage susceptibles de présenter des défauts, et ne peuvent faire face aux coûts d'entretien de leurs véhicules.

Le prix de certains tickets de bus en Angleterre sera limité à 2 £ entre janvier et mars 2023

Les services de [bus](#) en Angleterre sont largement privatisés ; le gouvernement devrait donc fournir jusqu'à 60 M£ aux opérateurs de bus pour financer cette mesure qui concernera les allers simples adultes/standards. Elle s'inscrit dans la stratégie d'amélioration des services de bus en Angleterre (*Bus Back Better*) et fait suite à une expérimentation menée dans les [Cornouailles](#) depuis janvier 2022. Pendant quatre ans les tickets de bus y sont reconnus par l'ensemble des compagnies de bus opérant des trajets dans les Cornouailles et leur prix est limité. Selon les premières estimations, le nombre de passagers dans la région aurait augmenté de 10 %. Le maire de Londres étant compétent pour la politique des transports, les prix des billets de bus londoniens ne seront pas concernés par le plafonnement des billets à 2 £ (pour rappel, un ticket de bus standard coûte 1,65 £).

Les services ferroviaires vers le nord de l'Angleterre et l'Ecosse sont réduits en raison de la pénurie de personnels

Depuis le mois d'août, l'opérateur [Avanti West Coast](#) a réduit le nombre de trains disponibles au départ de Londres (un départ pour Manchester toutes les heures contre trois précédemment, par exemple). Selon l'opérateur, cette mesure est justifiée par des « actions de grèves non officielles ». Les conducteurs de train refuseraient en effet d'effectuer des heures supplémentaires sur leur temps de repos afin de pallier les pénuries de personnel. Face aux protestations d'élus locaux et de parlementaires au sujet de cette situation et face à la démission du directeur exécutif d'*Avanti*,

le gouvernement a indiqué que « toutes les options étaient sur la table » pour le renouvellement du contrat de l'opérateur, y compris une possible nationalisation. Les pénuries de personnel, et des niveaux élevés de congés maladie, obligent également [Transpenine Express](#) à suspendre 9 de ses 40 trajets quotidiens à partir du 12 septembre. Ces annulations affectent principalement les villes du nord de l'Angleterre et de l'Écosse.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international